

PRÉFET DE LA SAVOIE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne – Rhône - Alpes

Unité interdépartementale des deux Savoie

Chambéry, le 10 AOUT 2018

Affaire suivie par : Guillaume Dinocheau
Cellule déchets, sites et sols pollués
Tél. : 04 79 62 81 88
Télécopie : 04 79 69 51 61
Courriel : guillaume.dinocheau@developpement-durable.gouv.fr
Réf. : 20180717-RAP-TIES-InterventionADEME-AploApos-v1.odt

Installations classées pour la protection de l'environnement

DEPARTEMENT DE LA SAVOIE

Commune de CHAMPAGNEUX

Site précédemment exploité par la société TIES

Proposition d'arrêté préfectoraux relatifs à l'intervention de l'ADEME

Adresse de l'établissement: La Tuilière - 73240 CHAMPAGNEUX

Adresse du siège social de l'établissement: Société en liquidation, représentée par l'étude de Me Raoul Bernard SABOURIN, mandataire judiciaire - 219 rue Duguesclin - 69427 Lyon cedex 03

Activité principale de l'établissement : ancienne usine de teinture et d'impression de textile

Priorité DREAL : PN (prioritaire national)

COPIES : ADEME AURA (M. PHILIPPON), PRICAE-RCSE, UIDDS

P.J. : 1 projet d'arrêté préfectoral de travaux d'office (3 pages)
1 projet d'arrêté préfectoral d'occupation temporaire des sols (2 pages)

Numéro 61 4381 ☐ Enregistrement fait

S3IC :

1 RAPPEL DU CONTEXTE

1.1 Présentation rapide du site

La société T.I.E.S. (Teinture Impression Ennoblement de Savoie) exploitait une installation de teinture et impression de textile sur le territoire de la commune de Champagnieux. Elle disposait de sa propre station d'épuration des effluents industriels, avant rejet dans le Rhône.

Les installations de la société étaient régulièrement autorisées et encadrées par un arrêté préfectoral du 25/03/94 et des arrêtés portant prescriptions complémentaires des 30/09/04, 4/03/05 et 16/08/07.

La liquidation judiciaire de l'entreprise a été prononcée par le tribunal de commerce de Lyon le 27/2/14, qui a désigné Me SABOURIN comme liquidateur.

L'arrêt effectif des activités est daté du 7/03/14 (information obtenue lors de l'inspection du 27/03/14).

Des actions administratives et pénales ont été engagées à l'encontre de la société TIES, représentée par Me SABOURIN, afin d'obtenir la mise en sécurité du site. Cependant, du fait de l'impécuniosité de la liquidation, toutes les mesures de mise en sécurité n'ont pu être prises par l'exploitant.

Le récapitulatif des actions entreprises ainsi que les enjeux environnementaux du site résultant de cette situation ont été exposés dans notre précédent rapport du 18/05/18.

1.2 Préparation d'une intervention de l'ADEME

Une prise de contact préliminaire avec l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) a donc été effectuée le 22/02/17, conformément à la circulaire ministérielle (MEDDE) du 26/05/11 intitulée "Cessation d'activité d'une installation classée – Chaîne de responsabilités – Défaillance des responsables". Une visite conjointe du site a été menée le 13/04/17.

Suite à cette visite, et suite aux études réalisées postérieurement par l'établissement public foncier local de la Savoie (EPFL 73), en vue d'une requalification de la friche industrielle TIES vers de nouvelles activités économiques, la direction Auvergne – Rhône-Alpes de l'ADEME nous a adressé par courrier du 10/04/18 sa proposition technique et financière pour une intervention de mise en sécurité du site (datée du 20/03/18). Comme indiqué dans notre rapport du 18/05/18, la proposition transmise par l'ADEME répond aux enjeux de sécurité du site et reçoit notre assentiment. Le coût total de l'intervention est estimé par l'agence à 280 k€ TTC (dont 225 k€ pour la station d'épuration).

Par suite, par courrier du 24/05/18, M. le préfet a sollicité l'accord préalable du ministère de l'environnement sur cette intervention, conformément à la procédure décrite dans la circulaire susmentionnée. La direction générale de la prévention des risques (DGPR) a fait part de son accord à M. le préfet par courrier du 22/06/18.

2 SUITES PROPOSÉES

2.1 Arrêté de travaux d'office

Suite à l'accord de la DGPR, nous proposons à M. le préfet le projet d'arrêté de travaux d'office ci-joint, qui confie à l'ADEME la réalisation des mesures de mise en sécurité nécessaires sur le site TIES, telles que proposées par l'agence dans son rapport du 20/03/18 :

- sécurisation ponctuelle des accès à l'usine (fermeture des portes, signalisation) et prévention des risques de chute (mise en place d'une plaque sur le puits, sciage d'échelle au niveau de la station d'épuration...) ;
- évacuation et élimination des déchets dangereux résiduels et des déchets non dangereux combustibles ;
- nettoyage de la rétention, des fosses et des sols souillés dans les bâtiments ;
- mise en sécurité de la station d'épuration (rejet des eaux, traitement et élimination des boues).

Conformément aux dispositions de la circulaire du 26/05/11 relative aux sites à responsables défaillants, le CODERST devra être informé de la prise de cet arrêté. Ceci pourra être fait lors de la prochaine réunion du CODERST, le 11/09/18.

Nous rappelons que l'ADEME a annoncé dans son rapport un démarrage des travaux dans un délai de 9 mois à compter de la signature de l'arrêté préfectoral de travaux d'office soit, prévisionnellement, en mai 2019. Un délai de 2 mois après l'arrêté est cependant annoncé pour l'évacuation du transformateur PCB.

2.2 Autorisation d'occupation provisoire des sols

L'intervention de l'agence devant se dérouler sur des terrains privés (propriété de la société TIES, représentée par son liquidateur), nous proposons également à M. le préfet le projet d'arrêté d'occupation provisoire des sols ci-joint, au titre de la loi du 29/12/1892 modifiée relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics, et conformément aux instructions de la circulaire ministérielle du 26/05/11. Ceci afin de permettre à l'ADEME et à ses délégataires d'occuper le site pendant le temps nécessaire.

L'ADEME a annoncé dans son rapport la fin des travaux dans un délai de 11 mois à compter de la signature de l'arrêté préfectoral de travaux d'office soit, prévisionnellement, en juillet 2019. Par précaution, pour tenir compte des aléas, nous proposons d'autoriser l'occupation du site jusqu'au 31/12/19.

Chambéry le 17/07/18

L'inspecteur des installations classées



Guillaume DINOCHÉAU

Vu, approuvé et transmis
à M. le préfet de Savoie,

Pour la directrice et par délégation,

Lyon le 10 AOUT 2018

Le Chef du Pôle
Risques Chroniques
Santé-Environnement


Yves-Marie VASSEUR

